

Reform UK entre rhétorique populiste et néo-thatchérisme économique

Monde

Par Philippe Marlière

Publié le 20 mai 2026

Professeur de sciences politiques à University College London

Reform UK vient de remporter les élections municipales au Royaume-Uni et devance nettement ses adversaires dans les sondages. Dans un paysage électoral fragmenté, l'hypothèse d'une victoire aux élections législatives peut être envisagée. Quel serait le programme économique de ce parti s'il était amené à gouverner le pays ?

La campagne du Brexit permanente

Reform UK a construit son identité politique autour d'une idée majeure : le Royaume-Uni serait gouverné par une élite déconnectée du peuple et entièrement préoccupée par ses

propres intérêts. En ce sens, le parti se veut l'héritier de la campagne du Brexit qu'avait menée Nigel Farage, le leader de Reform UK, en 2016. Le slogan *Take Back Control* résumait l'ambition affichée : il fallait sortir de l'Union européenne (UE) pour reprendre le contrôle de son destin politique. Farage assurait que le Brexit permettrait une injection de fonds importante dans la santé publique et l'arrêt net de l'immigration. Ces deux promesses se sont avérées aussi illusoires que mensongères.

Fondé en 2018, Reform UK est issu d'une scission de UK Independence Party (UKIP), créé en 1993 pour mener campagne en faveur de la sortie de l'UE. Il se présente comme la voix des citoyens ordinaires face aux professionnels de la politique de Westminster, aux institutions mondiales, aux bureaucrates, aux militants écologistes et à la culture métropolitaine libérale. Son discours est profondément populiste : le peuple britannique est dépeint comme surimposé, méprisé et économiquement pressuré par les élites, tandis que les élus politiques poursuivent des politiques d'immigration, climatiques et se soumettent à des accords internationaux qui, selon lui, sapent la souveraineté nationale et abaissent le niveau de vie.

Derrière cette rhétorique *anti-establishment* se cache un programme économique qui, à bien des égards, est fortement favorable aux intérêts des entreprises, des investisseurs, des ménages plus aisés et des marchés dérégulés. Reform UK combine un populisme culturel avec un modèle économique largement néolibéral centré sur la baisse des impôts qui bénéficie essentiellement ou plus que proportionnellement aux catégories aisées, un État social réduit, la déréglementation, la privatisation et une diminution des contraintes pesant sur le capital. D'une part, Reform UK tient un discours de révolte contre les élites. D'autre part, il promeut des politiques qui bénéficient aux élites économiques.

Réductions d'impôts et injustices sociales

La fiscalité constitue l'exemple le plus clair de cette contradiction. Le programme de Reform UK pour les élections législatives de 2024 proposait d'importantes réductions d'impôts, notamment, la baisse de l'impôt sur les sociétés de 25 % à 15 %, la suppression des droits de succession sur les patrimoines inférieurs à 2 millions de livres sterling, la réduction du « droit de timbre » (*Stamp Duty*, un impôt progressif payé lors de l'achat d'une propriété de plus de 250.000 £) et la baisse des taxes sur les carburants.

Le parti populiste d'extrême droite estime que ces mesures vont libérer les « travailleurs ordinaires » d'un État interventionniste et pesant. Le relèvement du seuil d'imposition, par exemple, est décrit comme permettant aux travailleurs ordinaires de « conserver une plus grande part de ce qu'ils gagnent ». Les réductions des taxes sur les carburants sont présentées comme un soutien aux automobilistes confrontés à la hausse des coûts. De telles politiques ont un fort attrait populaire car elles répondent directement aux difficultés des ménages liées à l'inflation, la stagnation des salaires et la dégradation du niveau de vie.

Cependant, les fortes réductions de l'impôt sur les sociétés bénéficient principalement aux entreprises rentables et aux actionnaires. La suppression des droits de succession avantage surtout les familles propriétaires de patrimoine plutôt que les salariés moyens. Les réductions du « droit de timbre » profitent de manière disproportionnée à ceux qui achètent des logements coûteux et des biens immobiliers d'investissement. En réalité, le programme fiscal de Reform ressemble davantage au conservatisme thatchérien traditionnel qu'à une véritable redistribution anti-élite des richesses.

C'est une contradiction importante car Reform UK attaque les multinationales, les élites financières et les institutions internationales. Pourtant, sur le plan économique, le parti défend souvent exactement des politiques de faible fiscalité que ces intérêts privilégient. Le résultat est une fusion entre un discours politique *anti-establishment* et une orthodoxie économique orientée vers le marché. On retrouve une contradiction similaire dans le programme économique du Rassemblement national en France.

La politique du logement révèle une tension de cet ordre. Reform UK s'oppose fortement aux objectifs de construction de logements à grande échelle imposés par le gouvernement travailliste, et lie principalement la crise du logement à l'immigration. Le parti affirme que la réduction de l'immigration diminuerait la demande de logements et allégerait la pression sur les infrastructures et les services. La pénurie de logements est présentée comme la conséquence d'une croissance démographique dictée par les élites plutôt que comme le résultat de problèmes structurels plus profonds du marché immobilier britannique (l'absence de politique volontariste du logement depuis une quarantaine d'années a créé la pénurie, elle-même responsable de l'envolée du coût de l'immobilier).

Reform UK n'entend pas remettre en cause le pouvoir économique des propriétaires, des promoteurs immobiliers ou des investisseurs fonciers. Le parti soutient la déréglementation et s'oppose à une intervention significative de l'État sur le marché du logement. Il se désintéresse de la question de l'encadrement des loyers, de la construction massive de logements publics ou des restrictions sur la propriété immobilière spéculative. En ce sens, Reform UK canalise la colère publique face à la pénurie du logement tout en laissant largement intactes les relations existantes entre propriétaires et locataires.

Les immigrés, éternels bouc-émissaires

Le populisme de Reform UK est le plus explicite dans le domaine de l'immigration. Le parti d'extrême droite affirme que l'immigration de masse fait baisser les salaires, augmente les loyers, met le National Health Service (NHS) sous pression et affaiblit la cohésion sociale. Il propose un gel de « l'immigration non essentielle », des contrôles frontaliers plus stricts et des pénalités financières pour les entreprises embauchant des travailleurs étrangers.

Ces politiques sont présentées comme une défense des travailleurs britanniques contre les politiques des élites prétendument conçues pour fournir aux entreprises une main-d'œuvre bon marché. Ce discours trouve un fort écho dans les communautés économiquement précaires où la concurrence pour le logement, l'emploi et les services publics est intense (notamment dans les catégories ouvrières des Midlands, du Nord de l'Angleterre et au Pays-de-Galles ; des bastions travaillistes depuis des décennies).

La position de Reform UK en matière d'immigration s'oppose de fait au modèle économique thatchérien fondé sur les bas salaires et la flexibilité (notamment dans des secteurs de l'agriculture, la logistique, l'hôtellerie, les soins sociaux ou la transformation alimentaire), qui dépend fortement de la main-d'œuvre migrante bon marché. Reform UK soutient simultanément un marché du travail déréglementé et des coûts plus faibles pour les entreprises tout en s'opposant à l'un des mécanismes par lesquels le capitalisme britannique maintient actuellement une offre de main-d'œuvre bon marché. Cette politique crée une nouvelle tension entre les restrictions migratoires nationalistes et les exigences d'une économie de marché flexible.

La politique énergétique constitue un autre point de tension. Reform UK s'oppose fermement aux objectifs de neutralité carbone et aux réglementations environnementales, affirmant qu'ils augmentent les factures énergétiques des ménages et nuisent à la compétitivité industrielle. Le parti préconise l'expansion de l'extraction de pétrole et de gaz en mer du Nord, la suppression des taxes vertes et le recul des politiques liées au climat.

Farage estime que la politique climatique est un projet imposé par des classes supérieures aisées, protégées des difficultés économiques causées par la hausse des prix de l'énergie. Reform UK se présente donc comme le défenseur des consommateurs ordinaires, des automobilistes et des travailleurs contre « l'idéologie environnementale ».

L'opposition à la régulation climatique rejoint les intérêts des producteurs de combustibles fossiles et des industries à forte intensité énergétique. Une fois encore, la rhétorique anti-élite recoupe des politiques qui favorisent le pouvoir économique établi.

La lutte contre « l'assistanat »

La politique de Reform UK en matière de services publics révèle également des tensions entre le discours populiste et une économie orientée vers le marché. Le parti critique vivement l'état du NHS, affirmant que les gens ordinaires sont abandonnés à cause d'une mauvaise gestion bureaucratique et de mauvais choix politiques. Pourtant, Reform UK propose des allègements fiscaux pour les soins de santé privés et est favorable à l'élargissement de la prestation privée au sein du système de santé ; un choix controversé car les Britanniques sont attachés à un service public de la santé, synonyme de solidarité nationale.

Dans le domaine de l'aide sociale, Reform UK fustige ce qu'il décrit comme une « culture de dépendance » et de l'assistanat. Il plaide pour des règles d'aide sociale plus strictes, des sanctions renforcées et des réductions des prestations sociales sur le long terme. Le parti présente cela comme un moyen de rétablir l'équité pour les contribuables et de récompenser le travail et l'entrepreneuriat.

Des études montrent que le recul de l'État social affecte de manière disproportionnée les groupes économiquement vulnérables, dont beaucoup font partie de la base électorale de Reform UK (notamment les catégories ouvrières du Nord du pays). La politique sociale de Reform UK fait donc le grand écart entre un discours qui se veut protecteur des intérêts des travailleurs britanniques et des politiques sociales néo-thatchériennes associées au conservatisme budgétaire. Le parti de Farage attaque les fonctionnaires, la bureaucratie des collectivités locales et les élites « gaspilleuses ». Il affirme que des milliards peuvent être économisés grâce à des réformes d'efficacité. Comme la droite conservatrice de Margaret Thatcher, l'extrême droite populiste de Nigel Farage met l'accent sur l'autorégulation du marché et la responsabilité individuelle.

On peut être sceptique à l'égard de politiques qui promettent simultanément la baisse des impôts, de meilleurs services publics, un renforcement de la police, des investissements militaires, des dépenses d'infrastructure et une relance économique. On peut également douter de la crédibilité financière de ces engagements. À l'instar du trumpisme aux États-Unis, le faragisme incarne un populisme d'extrême droite qui se moque de la cohérence économique. Trump et Farage souhaitent avant tout entretenir une série de clivages irréconciliables : les gens ordinaires vs les élites, la souveraineté nationale vs les institutions mondiales, les travailleurs vs les migrants, les consommateurs vs la réglementation

environnementale, etc. Ces populistes transforment les frustrations économiques en guerres culturelles permanentes.

Reform UK se présente comme le parti de l'insurrection contre le pouvoir des élites, alors qu'il défend en fait les priorités économiques du capital. Le parti canalise une colère publique réelle face à l'insécurité économique et à l'aliénation politique. Cependant, les solutions politiques qu'il propose ne remettent aucunement en cause les structures de domination économiques existantes.